

# Forum politique pour le développement

## 1ère réunion intérimaire, Bruxelles – 10-11 mai 2012

### Antécédents

Le renforcement d'un dialogue constant et des processus de consultation avec la société civile (SC) est l'un des principes définis par le Traité de Lisbonne, dans le but de garantir la cohérence et la transparence des politiques de l'UE. Dans le domaine du développement, l'Union européenne, au cours des dernières décennies, a encouragé la participation globale et progressive de la société civile et plus récemment celle des autorités locales, dans le processus de développement des pays au sein d'un dialogue politique, sociale et économique plus large.

Prenant en compte les vastes mutations du panorama des organisations de la société civile (OSC) et des autorités locales (AL), avec notamment l'émergence d'un nouveau type d'acteurs au-delà des ONG traditionnelles, d'un côté, et l'idée selon laquelle une approche plus stratégique était nécessaire afin d'impliquer les OSC et les AL de manière plus efficace dans les politiques et les programmes de développement de l'UE, la Commission européenne a lancé, en mars 2010, le *Dialogue structuré (DS) pour un partenariat efficace en matière de développement*. Cet intensif processus de consultation a pris fin en mai 2011. Il a réuni plus de 700 OSC et LA du monde entier, avec des participants en provenance des États membres de l'UE, du Parlement européen, de la Commission européenne et des délégations de l'UE, pour réfléchir et définir des moyens dans le but d'améliorer l'efficacité de tous les acteurs impliqués dans la coopération au développement de l'UE.

La Déclaration finale du DS, connue également sous le nom de *Déclaration de Budapest*, appelle toutes les parties à faire avancer, dans la mesure du possible, les recommandations adressées aux différentes catégories d'acteurs. Celles qui sont adressées à la CE appellent concrètement la Commission à "améliorer la qualité du processus d'engagement et de dialogue à tous les niveaux de gouvernance (local, national, régional, mondial)". À Budapest, le commissaire Piebalgs a réitéré l'importance de renforcer le dialogue à tous les niveaux, et a suggéré l'établissement d'un **espace stable pour le dialogue à Bruxelles**, pour permettre un débat systématique avec les organisations de la société civile et les autorités locales.

Le 9 et le 10 Novembre 2011, plus de 80 parties prenantes du DS, entre autres des représentants régionaux et des délégués des différentes institutions européennes, se sont rassemblés à Bruxelles pour la première réunion de suivi. Au cours de cette réunion, la proposition d'un **dialogue politique de haut niveau** (intitulé Forum politique pour le développement) a été bien reçue, confirmant la nécessité de réunir, au niveau du siège de la CE à Bruxelles, les parties prenantes les plus concernées et travaillant sur les questions de développement et de coopération, afin de discuter et de débattre sur des sujets liés au suivi du DS, sur les principales politiques et initiatives communautaires, et sur des questions politiques plus globales liées au programme international pour le développement.

Une **première réunion intérimaire du Forum politique pour le développement a ensuite été organisée en mai 2012** (10 et 11 mai) avec les mêmes intervenants.

### Programme

La première réunion intérimaire a été divisée en quatre sessions, en plus des sessions d'ouverture et de clôture ; elle a aussi inclus une session d'information conjointe par la Direction Générale du développement et de la coopération (DG DEVCO) et le Service européen d'action extérieure (SEAE), abordant des questions de développement intéressantes en ce qui concerne l'UE, comme le cadre

financier pluriannuel 2014-2020 et les nouvelles orientations de la programmation géographique et les programmes thématiques. L'agenda et les présentations PowerPoint sont disponibles sur le site CISOCH<sup>1</sup>.

Session 1	Session 2	Session 3	Session 4
10 mai Matin	10 mai Après-midi	11 mai Matin	11 mai Après-midi
<p>Session conjointe d'information DEVCO –SEAE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Cadre financier pluriannuel 2014-2020 (CFP)</li> <li>▪ Nouvelles orientations de la programmation géographique</li> <li>▪ Le futur des programmes thématiques</li> </ul>	<p>La future communication sur le rôle des OSC dans le développement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Informations sur les résultats préliminaires de la consultation (le rôle des OSC en termes de gouvernance)</li> <li>▪ Discussions sur le rôle des OSC en termes de croissance inclusive et durable (l'efficacité des partenariats multiples en termes de prestation de service)</li> </ul>	<p>Efficacité de l'aide et du développement (post-Busan) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Principaux résultats du 4<sup>ème</sup> Forum de haut niveau de Busan</li> <li>▪ Le Partenariat mondial pour la coopération efficace au service du développement</li> <li>▪ Le suivi après Busan</li> </ul>	<p>Vers la mise en place du Forum politique pour le développement</p>

### Session d'ouverture: 10 mai 2012

La session d'ouverture, présidée par Angelo Baglio, chef de l'**Unité Société civile et Autorités locales** (DEVCO D2), a compté sur les interventions de représentants des États membres, du Parlement européen, du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), des OSC et des AL.

Au cours de son discours d'ouverture, Charles Goerens<sup>2</sup>, **Membre du Parlement européen et membre de la Commission du développement du Parlement européen**, a réservé un bon accueil aux principales orientations de la coopération européenne actuelles et à venir, à savoir la différenciation et la croissance inclusive, et la concentration de l'assistance au développement de l'UE sur trois secteurs. Il a aussi souligné la nécessité d'avoir des chiffres plus précis et de meilleures informations sur les avantages comparatifs d'autres acteurs de l'aide, et a encouragé la CE et les EM à s'engager dans une collaboration plus soutenue dans le but de rendre plus visible et moins fragmentée l'aide de l'UE.

Trine Rask Thygesen, représentant la **Présidence danoise de l'UE**, a ajouté que le document de consultation sur le rôle des OSC dans le développement contenait des questions pertinentes et qu'il s'agissait là de la bonne manière de penser. Elle a souligné que la présidence avait élaboré des conclusions solides sur divers points<sup>3</sup>, sur lesquels un engagement plus approfondi des OSC était nécessaire, et elle a conclu que le Forum politique pouvait devenir en ce sens une plateforme d'inspiration.

<sup>1</sup> [https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Policy\\_forum\\_on\\_development](https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Policy_forum_on_development)

<sup>2</sup> Projet de rapport de C. Goerens, eurodéputé, sur le Programme pour le changement: <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-%2f%2fEP%2f%2fNONSGML%2bCOMPARL%2bPE-485.931%2b01%2bDOC%2bPDF%2bV0%2f%2fFR>

<sup>3</sup> Relatifs au Programme pour le changement, la différenciation, l'APD, la cohérence des politiques, les délégations de l'UE, le soutien financier et la transparence.

Félix Fernandez-Shaw, Chef de la **Division pour la Coordination de la coopération au développement** au SEAE a confirmé l'intérêt du SEAE en ce qui concerne la future communication de la CE sur le rôle des OSC dans le développement, qui devrait être rendue publique au second semestre 2012. Il a cité l'exemple du Myanmar, où l'UE doit éviter de se précipiter pour inonder le pays de donations et travailler plutôt de manière stratégique avec les OSC sur le terrain, en collaboration avec le gouvernement.

Du côté des OSC, Klaus Niederlander, directeur de **Cooperatives Europe**, mandaté pour ouvrir la réunion, a exprimé l'idée selon laquelle les systèmes de coopération devraient être adaptés, et les partenariats approfondis. En ce qui concerne le "Programme pour le changement"<sup>4</sup> (2011), il a précisé que l'attention portée au secteur privé ne devait pas reposer sur la responsabilité sociale des entreprises, mais plutôt sur l'appropriation des entreprises locales par les communautés locales, car « le développement est lié aux personnes et à la création d'emplois durables, ainsi qu'à l'éducation et à la santé, afin de parvenir à une croissance inclusive ». En revenant sur le processus du DS, il a signalé que ce processus avait été positif et avait permis de faire tomber des barrières. Au nom des OSC, il a souhaité l'établissement d'un agenda conjoint dans le futur Forum politique, en tant qu'expression d'un véritable partenariat. Il a aussi souligné que le Forum politique devait avoir des objectifs clairs et bien planifiés dans le temps (« axés sur les résultats »), et ne devait pas devenir l'unique forum d'échange.

En tant que représentant des **Autorités locales**, Pierre Schapira a souligné qu'une perspective à long terme est essentielle pour le Forum politique, avec des prises de décision à plusieurs niveaux (y compris le niveau local et sous-régional). Il a en outre souligné la responsabilité financière et technique des AL au niveau du territoire, et a encouragé la CE à développer une communication spécifique pour les autorités locales afin de mieux préciser ce rôle clef.

Pour finir, dans son allocution de bienvenue, Angelo Baglio a brièvement présenté le programme de la réunion et a rappelé une fois de plus sa pertinence par rapport au travail en cours à DEVCO. Il a ensuite annoncé que la demande d'une nouvelle Communication sur le Rôle des Autorités locales dans le développement serait satisfaite dans le plan de travail 2013 de la DG DEVCO. Finalement, il a souligné que la Banque européenne d'investissement (BEI), le Comité économique et social européen (CESE) et le Comité des régions (CdR) avaient envoyé des délégués à cette 1<sup>ère</sup> réunion intérimaire du Forum politique pour le développement.

### Session 1 – Présentation conjointe DEVCO-SEAE (matin du 10 mai)

Angelo Baglio président la session a donné la parole à Félix Fernandez-Shaw (SEAE), qui a mentionné la nécessité d'assurer une coordination à plusieurs niveaux, ainsi qu'entre le SEAE et la DG DEVCO, en ce qui concerne la programmation et l'analyse des contextes politiques du FED.

Au cours de la présentation du **Nouveau Cadre financier pluriannuel (CFP) pour l'Instrument de coopération au développement (ICD) et le Fond européen de développement (FED)**, Luc Bagur, chef de l'Unité Coordination générale (DEVCO), a souligné un certain nombre de concepts comme l'approche différenciée, l'architecture adaptée des instruments financiers et la simplification de l'exercice de programmation. Une deuxième présentation, par Félix Fernandez-Shaw (SEAE) a abordé les **Instructions sur la programmation géographique (2014-2020)**. L'attention a été portée sur les

---

<sup>4</sup> Cette proposition de politiques de développement publiée par la Commission européenne en octobre 2011 met l'accent sur la notion de croissance inclusive et durable pour le développement humain, aux côtés de la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme. Conjointement aux vecteurs capacitants, notamment un environnement économique plus solide et une plus profonde intégration régionale, et aux secteurs qui possèdent un puissant effet multiplicateur sur les économies des pays en développement et qui contribuent à la protection de l'environnement, le Programme considère la protection sociale, la santé et l'éducation comme des points essentiels pour la construction des bases de la croissance inclusive.

principes de programmation (i.e. appropriation et alignement; globalité et cohérence; synchronisation et flexibilité; différenciation; coordination; alliance de croissance et de concentration). Franco Conzato, de l'Unité Qualité des mécanismes d'acheminement (DEVCO B1), a davantage développé le processus de programmation en trois étapes, depuis l'évaluation et l'alignement sur le Plan de développement national, jusqu'à la programmation conjointe (ou, alternativement, le document stratégique national ou régional) et la rédaction du programme indicatif pluriannuel.

La troisième présentation, effectuée par Javier Raya, de l'Unité Coordination générale (DEVCO) et Augustin Oyowe, de l'Unité Société civile et Autorités locales (DEVCO D2), portait sur le **rôle et l'étendue des nouveaux programmes et instruments thématiques. Les intervenants ont donné un aperçu rapide des nouveaux programmes en vertu de l'ICD** (incluant les programmes « Biens publics et défis mondiaux »<sup>5</sup> et « OSC et AL »), ainsi que des instruments (y compris l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme, l'Instrument relatif à la coopération en matière de sécurité nucléaire et l'Instrument de stabilité), et les conditions et les exigences de complémentarité.

Une session de questions et réponses a suivi les présentations, au cours de laquelle les intervenants ont eu la possibilité de réagir aux nouvelles instructions de programmation, ainsi qu'aux orientations géographiques et thématiques. Des explications ont été données en ce qui concerne la différenciation : celle-ci concerne les pays qui ont bénéficié d'un programme géographique, et ceux qui sont encore admissibles. Tous les pays auront cependant accès aux programmes thématiques.

Finalement, la session s'est terminée avec la présentation de Peter Craig McQuaid, chef de l'unité Dialogue international sur le développement (DEVCO A4), qui a parlé de **l'évaluation par les pairs du CAD de l'OCDE**<sup>6</sup>. Les recommandations de l'étude ont pour but une plus grande cohérence des politiques pour le développement (CPD) et elles mettent l'accent sur certains principes (par exemple la consultation) et certaines actions thématiques (par exemple l'intégration des politiques d'égalité entre hommes et femmes). Dans l'ensemble, les efforts sur l'efficacité de l'aide sont reconnus et la division du travail est perçue de manière très positive et comme un élément vital pour la mise en œuvre de l'aide. Des efforts continus sont donc nécessaires, comme on pouvait le noter dans les études de cas du rapport (i.e. le Tchad et le Pérou), pour structurer la valeur ajoutée de l'aide de la CE. Cette recommandation a été particulièrement bien reçue par l'assistance.

Pour cette session, trois présentations PowerPoint sont disponibles sur le site CISOCH<sup>7</sup> : [Session 1 - PPT new MFF for DCI and EDF](#) ; [Session 1 - PPT Civil Society Programming Guidelines](#) ; [Session 1 - PPT Thematic programmes](#).

## **Session 2 – – Préparation de la future politique de l'UE en matière d'appui aux organisations de la société civile dans les pays partenaires (Communication de la CE sur les organisations de la société civile dans le développement) (après-midi du 10 mai)**

La session, présidée par Virginia Manzitti, Adjointe au Chef d'Unité Société civile et Autorités locales (DEVCO D2), a commencé par la présentation des résultats préliminaires de la consultation en ligne. Cette consultation a été principalement lancée après le DS pour permettre l'ouverture à de nouveaux acteurs, et afin d'inviter des partenaires locaux, du Sud / Est, à exprimer leurs points de vue sur des sujets dits « sensibles », en vue de la rédaction de la communication sur les OSC.

La présentation a souligné que plus de 320 contributions avaient été reçues, venant de la plupart des OSC (plus de 90%) et de l'extérieur de l'Europe (près de 75%). Elle a aussi souligné la façon dont les résultats préliminaires confirment largement les résultats du Dialogue Structuré et les ont fait même progresser, mettant l'accent sur la nécessité d'un environnement porteur ; la contribution que les

<sup>5</sup> "Global Public Goods and Challenges"

<sup>6</sup> [http://www.oecd.org/document/50/0,3746,fr\\_2649\\_34603\\_50160093\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/50/0,3746,fr_2649_34603_50160093_1_1_1_1,00.html)

<sup>7</sup> [https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Policy\\_forum\\_on\\_development](https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Policy_forum_on_development)

OSC peuvent apporter à l'élaboration des politiques ; et la nécessité d'une combinaison souple des modalités de soutien. Il a été également signalé que la consultation a généré une multitude d'exemples concrets et de bonnes pratiques, ainsi que des vues et des idées sur des questions « émergentes », aptes à être utilisées par la CE dans la Communication à venir, ainsi que d'autres documents politiques et opérationnels pertinents.

La présentation des résultats préliminaires de la consultation a été suivie par l'intervention de quatre panélistes, invités à commenter les questions relatives à l'environnement porteur ; la participation dans les politiques publiques et la « redevabilité » nationale ; le développement des capacités et la gouvernance interne ; la session avait aussi réservé du temps pour des questions et des réponses.

Le premier intervenant, Katsuji Imata, Secrétaire général par intérim de **CIVICUS**, a partagé quelques éléments de réflexion sur un **environnement porteur (EP) pour les OSC, en se référant au rapport de CIVICUS de 2011 sur l'état de la SC**<sup>8</sup>. Le rapport fournit des documents de référence sur la santé et l'état de la société civile au niveau mondial. Entre autre, il décrit et fournit une analyse innovante concernant le phénomène croissant des attaques contre les organisations de la société civile et de la diversité des tactiques utilisées pour limiter la liberté de réunion et d'association. L'intervenant a également évoqué le travail de mesure de l'EP que CIVICUS effectue actuellement (i.e. la préparation d'un index global de l'EP), et a conclu son intervention en soulignant le rapport existant entre les indicateurs sur l'EP, l'appropriation démocratique et les résultats quant au développement.

Le deuxième intervenant, Jan Dereymaeker, a abordé au nom de la **Confédération syndicale internationale (CSI)** le sujet de la **participation dans les politiques publiques et en termes de redevabilité nationale**. La présentation a particulièrement insisté sur les leçons tirées des processus de dialogue social, comme par exemple : les conditions requises pour le dialogue (à savoir la liberté d'association, l'application des conventions de l'OIT ; les cadres politiques existants ; la cohérence des politiques pour le développement ; etc.) ; la question de l'appropriation, liée à la multiplicité des parties prenantes et fondée sur le droit ; le besoin d'un cadre de suivi ; la question des capacités et les liens entre le niveau local le niveau mondial et les questions de capacité, entre autres.

La troisième intervenante, Assel Tastanova, au nom de la **Fédération international de la Croix-Rouge du Kazakhstan**, s'est concentrée sur des modèles réussis de développement des capacités. Ses principales idées : le besoin de bonnes stratégies et de dirigeants forts ; le besoin de solides partenariats et la condition *sine qua non* d'un certain niveau de capacités pour débiter, ce à tous les niveaux (depuis les individus jusqu'aux organisations et aux systèmes). La question des ressources a également été soulignée, dans la mesure où le développement des capacités requiert un soutien financier. Comme exemple de bonne pratique, elle a cité la méthode d'encadrement par les pairs et l'assistance par des consultants.

Finalement, Amy Bartlett, du **Forum sur l'efficacité du développement des OSC**, a effectué une présentation de ce Forum<sup>9</sup>. En raison des contraintes de temps, elle a limité son intervention à l'annonce d'un wiki ouvert ("Open Wiki") qui sera lancé très prochainement, où des outils pourront être ajoutés pour mettre en valeur les meilleures pratiques.

Après la pause, Alessandro Bellantoni, analyste des politiques pour la gouvernance publique et le développement territorial (**OCDE**) a donné une courte présentation sur le rôle des organisations de la société civile dans le cadre de **la prestation des services sociaux et la promotion de la croissance durable**.

L'intervenant a souligné la façon dont le travail sur l'engagement des citoyens a été amorcé en réponse à la demande croissante des pays membres pour une plus grande implication dans l'élaboration des politiques, compte tenu des limites aussi bien de l'État monopolistique que des modèles du secteur privé, en termes de prestation de services. Il est vrai qu'on assiste ces dernières

---

<sup>8</sup> <https://www.civicus.org>

<sup>9</sup> <http://www.cso-effectiveness.org/-page-d-accueil.093-.html?lang=fr>

années à un intérêt croissant envers une diversité de systèmes de collaboration en termes de prestation de services, comme les partenariats à intervenants multiples, basés sur la conviction selon laquelle les défis du développement exigent l'engagement efficace et collectif de multiples acteurs. Deux projets spécifiques de l'OCDE sont en cours : un premier sur les questions de gouvernance (« partenariat ouvert de gouvernement ») et un second sur la prestation de services coproduite par les citoyens (qu'on appelle les schémas de coproduction<sup>10</sup>). Concernant les clefs du succès de ces acteurs de coproduction, l'orateur a mis en exergue les processus adaptés au contexte et à la culture ; les leaderships solides ; les partenariats adaptés, les mécanismes d'apprentissage et l'adéquation des ressources. Finalement, l'intervenant a également évoqué les travaux sur l'innovation publique réalisés par l'OCDE<sup>11</sup>.

Dans la session qui a suivi, les participants ont été divisés en deux groupes pour discuter des opportunités et des défis dans le domaine de la prestation de services et du développement durable, en vue de donner forme au soutien de l'UE aux OSC, en concordance avec le cadre plus large des politiques de l'UE, tel que celui-ci est décrit par le Programme pour le changement. Bien que le temps des discussions était limité, un certain nombre de conclusions ont été tirées :

#### **Conclusions du groupe de travail sur la prestation de services sociaux :**

Les participants ont convenu que des services sociaux comme l'éducation, la santé ou l'eau sont des biens publics et que la responsabilité finale correspond à l'État (y compris les AL). Les OSC peuvent jouer un rôle dans la prestation de services quand l'État est absent ou est dans l'impossibilité de le faire, et elles peuvent aussi jouer un rôle important en termes de surveillance, de redevabilité sociale et de politique d'information. Bien qu'il ait été également mis en évidence que les contextes sont différents et qu'ils peuvent nécessiter des approches différentes, les citoyens devraient bénéficier d'une position centrale, l'objectif étant de répondre efficacement à leurs besoins fondamentaux, et les OSC de l'UE pourraient avoir un rôle en termes d'appui à la coopération Sud-Sud, de partage des expériences, de gestion des connaissances, etc. Les ingrédients fondamentaux pour les partenariats incluent entre autres : la capacité et la volonté de tous les acteurs, la transparence et la redevabilité. Un sentiment fort s'est dégagé selon lequel il est important d'être honnête sur ce qui fonctionne et sur ce qui ne fonctionne pas, et d'éviter de parler de prestation de services ou de plaider, en excluant l'un ou l'autre.

#### **Conclusion du groupe de travail sur les OSC et le développement durable :**

Il a été clairement indiqué que l'entrepreneuriat exige une appropriation au niveau local (les communautés doivent être engagées dans les questions d'environnement, de conditions de travail, d'infrastructures) et que le développement économique local exige un travail à plusieurs niveaux (du macro au micro) et de la part de plusieurs acteurs. Le rôle des OSC internationales peut être de (i) plaider en faveur de la CPD et remettre en cause les pratiques déloyales du marché international ; (ii) améliorer les compétences entrepreneuriales au travers des échanges N/S avec les OSC locales et, par exemple avec la Diaspora, (iii) plaider pour l'accès des produits des pays en développement au marché de l'UE. Dans ce processus, les AL peuvent représenter un soutien, en fournissant par exemple des installations pour les incubateurs et pour d'autres infrastructures (l'eau, les routes). L'UE (y compris la BEI) peut (i) fournir des instruments financiers ; (ii) encourager l'approvisionnement local ; (iii) veiller à l'accès au marché de l'UE pour les producteurs des pays en développement.

---

<sup>10</sup> <http://www.oecd.org/dataoecd/61/7/46856740.pdf>

<sup>11</sup> [http://www.oecd.org/document/57/0,3746,fr\\_2649\\_37405\\_49258118\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/57/0,3746,fr_2649_37405_49258118_1_1_1_1,00.html)

Pour cette session, cinq présentations PowerPoint sont disponibles sur le site CISOCH<sup>12</sup> : [Session 2 - PPT restitution-consultation-final](#) ; [Session 2 - PPT Learning lessons from social dialogue practices](#) ; [Session 2 - PPT Assel-CSO capacity development](#) ; [Session 2 - PPT CSO accountability ABartlett](#) ; [Session 2 - PPT OECD - Co-production](#)

### Session 3 – Efficacité de l'aide et du développement

La session a été animée par Vincent Grimaud, chef de l'unité Efficacité et financement de l'aide et du développement (DEVCO A3). Son objectif était de présenter un échange d'opinions sur le **Partenariat mondial sur l'efficacité de la coopération au développement ainsi que sur le Cadre mondial de suivi**, qui ont été négociés en même temps par le groupe intérimaire post-Busan.

Au cours de ses remarques préliminaires, Vincent Grimaud a fourni une analyse sur **les principaux résultats de Busan**, comme par exemple l'accroissement de l'inclusion, l'appui à une nouvelle structure mondiale de gouvernance, des engagements plus centrés et approfondis quant à l'efficacité de l'aide, et le changement conceptuel que représente le passage de l'efficacité de l'aide à l'efficacité de l'aide et du développement. Jean-Pierre Elong-Mbassi, au nom de **Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA)**, a souligné à son tour l'importance du document final de Busan en reconnaissant le rôle des autorités et des gouvernements locaux concernant le programme relatif à l'efficacité de l'aide et du développement, dans la mesure où ils se trouvent dans la meilleure position pour mettre en concordance les principes partagés de Busan et la prestation de services publics.

Au cours de sa présentation sur le **Partenariat mondial sur l'efficacité de la coopération au développement**, Vincent Grimaud s'est concentré sur les fonctions et la structure proposées pour le Partenariat mondial, ainsi que sur les étapes en vue de l'approbation finale de son mandat par le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide, à la fin du mois de juin. Au cours de sa présentation, Luca de Fraia, **d'ActionAid**, a souligné le changement du panorama et des structures mondiales de l'aide, y compris de celles où se situent les organisations de la société civile. Il a remarqué que le programme sur l'efficacité de l'aide a été perçu de manière trop technique, et qu'il convenait de maintenir un engagement politique concernant ce programme. Les propositions des organisations de la société civile concernant la structure de gouvernance du Partenariat mondial visent à accroître la participation du comité de pilotage, en organisant les réunions de ce comité au moins deux fois par an et en fournissant une plateforme au niveau technique et des groupes de travail, pour favoriser l'échange d'informations et d'expériences.

Au cours de la session sur le suivi de Busan, Kristiina Kuvaja (DEVCO A3) a présenté quelques-uns des **éléments clefs de la proposition en cours de négociation avec le groupe intérimaire post-Busan** : le mode de suivi se basera sur des cadres de redevabilité au niveau des pays ainsi que sur des ensembles de données existant au niveau mondial. Le principal défi est de fournir de manière simultanée une comparabilité au niveau mondial et une flexibilité au niveau des pays. Bien que la participation au suivi soit volontaire, l'implication de toutes les parties prenantes, même celle des fournisseurs Sud-Sud, est encouragée. Gideon Rabinowitz, représentant du **UK Aid Network**, a ensuite présenté une étude menée sur l'importance des cadres de redevabilité au niveau des pays. Le résultat de cette étude a souligné l'importance d'un solide cadre de surveillance mondial, afin de

<sup>12</sup> [https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Forum\\_politique\\_pour\\_le\\_d%C3%A9veloppement](https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Forum_politique_pour_le_d%C3%A9veloppement)

renforcer les cadres de redevabilité mutuelle au niveau des pays. Bien que les cadres de redevabilité mutuelle soient vitaux pour provoquer le changement de comportement des donateurs, des travaux supplémentaires sont nécessaires pour les renforcer et les mettre en place.

Certains indicateurs de Busan étaient toujours en cours de négociation au sein du groupe intérimaire post-Busan au moment du Forum politique, et une courte session, sous forme de groupe de travail, a été organisée pour discuter des indicateurs potentiels en termes d'appropriation inclusive et de partenariat, de résultats, de développement des capacités, d'usage des systèmes nationaux et de redevabilité. Des questions relatives au suivi, au niveau national, ont également été abordées.

À la fin de la session sur l'efficacité de l'aide et du développement, Timo Wilkki (DEVCO A3) a fait une brève mise à jour concernant **la Garantie de transparence de l'UE**, et Alex Gerbrandij (SEAE VI.B2) sur **la Programmation conjointe de l'UE**. La Garantie de transparence de l'UE et la programmation conjointe de l'UE relevaient toutes deux de contributions de l'UE à Busan.

Pour cette session, cinq présentations PowerPoint sont disponibles sur le site CISOCH<sup>13</sup>: [Session 3 - PPT Intro to Main Busan Outcomes VG](#) ; [Session 3 - Presentation on Global Partnership VG](#) ; [Session 3 - Presentation on Monitoring after Busan KKK](#) ; [Session 3 - Presentation on EU Joint Programming](#) ; [Session 3 - Presentation on EU Transparency Guarantee TW](#) .

#### **Session 4 – Vers la mise en place du Forum politique pour le développement (FPD) (après-midi du 11 mai)**

Angelo Baglio a commencé la session en rappelant l'importance que la CE accorde au futur Forum politique pour le développement. Dans son allocution d'ouverture, il a brièvement évoqué la discussion ayant eu lieu au cours de la première réunion de suivi du DS (novembre 2011) et les conclusions sur la nécessité de mettre en place à haut niveau politique un forum de dialogue, afin de réunir au siège de la CE (Bruxelles) les parties prenantes concernées, travaillant sur des questions de développement et de coopération. L'objectif étant de stimuler les échanges et les discussions concernant : (i) les questions liées au suivi du Dialogue structuré (i.e. les recommandations et l'approfondissement de certains sujets) ; (ii) les principales politiques et initiatives de l'UE et (iii) les questions de politiques plus globales liées à la CE et à l'agenda international du développement. En outre, une brève présentation du plan de travail de DEVCO a été faite, soulignant dûment les rôles possibles du FPD.

Gustavo Hernández (**ALOP**) a pris ensuite la parole pour présenter le **Consensus de Cebu**<sup>14</sup>, une étape importante dans le processus de mise en place d'un partenariat mondial des OSC. Cet intervenant a souligné les principes de volonté politique, d'appropriation et de consensus, et a brièvement évoqué le travail en cours du « G13 », groupe de travail travaillant à la mise en place d'une nouvelle structure opérant la fusion "de Open Forum" et "Better Aid". Parmi les domaines de travail pertinents concernant la mise en place de ce partenariat mondial, citons les suivants : la difficulté de trouver

<sup>13</sup> [https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Forum\\_politique\\_pour\\_le\\_d%C3%A9veloppement](https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Forum_politique_pour_le_d%C3%A9veloppement)

<sup>14</sup> Du 21 au 23 février 2012, des OSC en provenance des groupes mondiaux de facilitateurs de BetterAid et de l'Open Forum se sont retrouvées à Cebu, aux Philippines, pour la réunion mondiale post-Busan des OSC. Suite à la participation historique de la société civile au Quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, la réunion avait pour but de définir les stratégies et les tâches des OSC, pour tirer le meilleur parti des bénéficiaires et pour aborder les obstacles du nouveau Partenariat de Busan. Le Consensus de Cebu, qui en a résulté, représente un premier pas vers la définition des priorités de la communauté globale des OSC post-Busan. Il inclut l'efficacité du développement des OSC parmi les domaines de travail fondamentaux qui ont été déterminés, et privilégie une approche «légère à l'échelon mondial» et «lourde à l'échelon national». La mise en œuvre du Cadre international et des principes d'Istanbul y reste une priorité, et l'environnement porteur devient un thème transversal pour soutenir tous les travaux des OSC en termes de développement. Plus d'information sur : <http://www.cso-effectiveness.org/global-cso-meeting-post-busan-the.615.html?lang=fr>

des liens entre le niveau local-national et le niveau mondial (i.e. pour garantir un dynamisme au niveau mondial qui ne soit pas trop réductionniste, en se concentrant seulement sur des forums de haut niveau) et la question de l'inclusion (i.e. la participation de tous les secteurs, de tous les groupes et peut-être même aussi d'autres acteurs pertinents comme le secteur privé, le monde académique, les organisations de jeunesse non incluses dès le début, etc.).

Après l'intervention de Gustavo Hernández, Salima Chitalia (DEVCO D2) a pris la parole pour présenter les résultats du processus de consultation lancé par la CE pour donner forme au FPD. La présentation, qui était structurée autour des trois principaux éléments constitutifs (buts et objectifs ; modalités de travail et critères d'adhésion), a mis en évidence les domaines de consensus (sur la base des commentaires envoyés par les parties prenantes et concernant le document de travail distribué par la CE) ainsi que les questions qui nécessitent de plus amples discussions.

En lien avec **la portée du FPD** (buts et objectifs), le débat s'est centré sur la question de savoir si le FPD devait inclure un suivi des recommandations du DS et/ou des questions techniques, ou non (par exemple, les modalités de financement du DS). Certaines parties prenantes ont répondu qu'il serait également approprié de débattre de la cohérence des politiques, et que le dialogue avec les institutions de l'UE devrait par conséquent aller au-delà de la CE et du SEAE. Cette approche éviterait la vision sectorielle et thématique. De même, des sujets touchant à la croissance inclusive et à l'approche basée sur les droits de l'homme seraient bienvenus (dans la mesure où ces deux derniers ont été pris en compte par l'UE, à savoir dans le Programme pour le changement et à Busan). Des questions de complémentarité avec d'autres fora existants et des risques potentiels de duplication ont été abordés. Certains commentaires ont aussi été exprimés concernant le format, qui devrait permettre de vrais échanges et non pas une série de présentations de partage d'informations (par exemple, la session d'information sur les orientations de la programmation aurait pu être plus consultative, étant un sujet potentiel pour le futur, aux côtés des discussions politiques).

En ce qui concerne les **modalités de travail**, l'accent a été mis sur la taille du groupe, et sur les questions de soutien financier. Il a été précisé que la CE serait responsable de l'organisation du FPD (à savoir la logistique et l'infrastructure) et prendrait en charge les voyages. L'engagement d'experts pourrait aussi être envisagé. Dans leurs réactions, les parties prenantes ont fermement souligné la question du soutien financier dans la mesure où il détermine la possibilité du dialogue. En règle générale, les financements devraient être mis à disposition au niveau national (par exemple les délégations de l'Union européenne devraient recevoir une enveloppe afin de faciliter les réunions), et les niveaux régionaux devraient également être pris en compte.

Finalement, **en ce qui concerne la participation**: compte tenu des complexités inhérentes à la structure de la SC, et tout reconnaissant par ailleurs la dynamique des acteurs (leur organisation représentative à différents niveaux), la CE a demandé aux participants des apports supplémentaires et des suggestions par écrit sur les critères et les principes d'adhésion. La discussion a aussi mis en avant des questions qui auraient besoin d'être prises en considération au moment de la mise en place du FP, comme (i) la place des OSC de l'UE – proche de leurs propres institutions et les connaissant bien ; (ii) la valeur de l'expertise individuelle ; (iii) les critères régionaux, de même importance que les critères liés aux acteurs ou à la thématique (par exemple, les droits de la femme) et (iv) la légitimité, basée non pas sur une seule circonscription. Il a aussi été convenu que la poursuite de la phase intérimaire impliquait la continuité des participants du DS et que, dans le processus de structuration du Forum politique, il conviendrait de laisser un peu de place à l'expérimentation et que les procédures et les participants pourraient faire l'objet de changements après plusieurs réunions.

Pour cette session, deux présentations PowerPoint sont disponibles sur le site CISOCH<sup>15</sup>: [Session 4 - DEVCO Areas of Interest PF](#) ; [Session 4 - Restitution working document PF](#) .

<sup>15</sup> [https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Forum\\_politique\\_pour\\_le\\_d%C3%A9veloppement](https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Forum_politique_pour_le_d%C3%A9veloppement)

## Conclusions

Virginia Manzitti a formulé les **remarques finales** de la première réunion intérimaire du Forum politique pour le développement, en demandant aux parties prenantes de diffuser et de distribuer le plus possible l'information reçue dans leurs circonscriptions et à leurs homologues. Elle a aussi confirmé que les résultats des deux groupes de travail (sur la prestation de services sociaux et sur la croissance durable) seraient utilisés pour alimenter la rédaction en cours de la Communications sur les OSC. En ce qui concerne la consultation en ligne, elle a rappelé une fois de plus ses effets positifs pour déclencher des discussions et des réflexions au niveau des délégations de l'UE, au delà du domaine d'action habituel de l'UE.

Enfin, le Comité économique et social européen a confirmé son intérêt en ce qui concerne le Forum politique pour le développement et a annoncé les « **Assises de la coopération décentralisée au développement** » en 2013, après le succès de la 2<sup>ème</sup> édition<sup>16</sup> l'année dernière, en collaboration avec le Comité des régions.

---

<sup>16</sup> <http://ira4dev.cor.europa.eu/portal/fr/Pages/AssisesonDecentralisedCooperation2011.aspx>